

Ecrit par le 23 novembre 2024

Région Sud : 2e édition de fête des terrasses jeudi 1er juillet de 18h à minuit !

Parce que les terrasses des bars, des cafés et des restaurants nous ont tant manqué, et que la 1^{re} édition de la [Fête des terrasses](#) la Région Sud, en 2019 a cartonné, les 7 000 professionnels de la boisson et de la restauration des 570 communes de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont invités à rééditer cette belle convivialité. 'Un rosé garçon !' Ce sera également le moment de soutenir la filière viticole en mettant à l'honneur les rosés du Sud, premier producteur mondial qui a fortement souffert de la crise en regard des blocus, notamment américains imposés par l'ancien président, Donald Trump.

Cette année des partenariats ont été noués avec des associations locales en lien avec le plan climat 'Une Cop d'avance', '[Clean my calanques](#)' (des dépollutions organisées tous les mois) et la start up Corail qui revalorise les déchets. Des 'Coups d'éclats artistiques seront proposés dans les espaces publics avec plus d'une dizaine de compagnies présentant leurs spectacles.

Les cafetiers, hôteliers et restaurateurs inscrits recevront gratuitement un 'kit terrasse' pour valoriser et animer leur établissement. **Inscription avant lundi 28 juin sur www.lafetedesterrasses**
M.H.

18h ? C'est apéro !

Parlement régional de la jeunesse, quand les jeunes s'investissent pour l'intérêt général

Ecrit par le 23 novembre 2024



A l'occasion de la clôture du mandat du Parlement régional de la jeunesse, **Renaud Muselier**, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur accueillait les jeunes parlementaires à l'Hôtel de Région, aux côtés de **Ludovic Perney**, Conseiller régional délégué à la Jeunesse. L'occasion de présenter le bilan des actions menées avec l'ensemble des jeunes du Parlement Régional de la Jeunesse, ambassadeurs de la région.

La jeunesse, une priorité

Le Fonds régional pour la jeunesse adopté en 2019 permet de rendre visible l'ensemble des dispositifs régionaux en faveur de la jeunesse, qui représentent un budget de 765M€, soit 42% du budget de la Région Sud. La jeunesse reste une priorité de l'intervention publique de la collectivité régionale. Le Parlement régional de la jeunesse est une assemblée composée de jeunes lycéens, d'apprentis, ainsi que d'élèves et d'étudiants des formations sanitaires et sociales, âgés de 15 à 25 ans. Il s'agit d'une assemblée paritaire et respectueuse des équilibres démographiques régionaux qui met concrètement en œuvre le dialogue entre la collectivité régionale et les jeunes.

Ecrit par le 23 novembre 2024

4 axes de travail

Le travail des jeunes parlementaires régionaux s'articule autour de quatre axes : l'élaboration de projets d'intérêt général ; la proposition d'actions thématiques, notamment sur les questions de développement durable ou sur le fonctionnement des institutions européennes ; l'organisation de projets issus des travaux des jeunes membres afin de représenter la Région et enfin la participation à des projets d'envergure régionale voire nationale.

Un budget de 50 000€

Pour l'année 2021, le Parlement régional de la jeunesse a été doté d'un budget d'autonomie d'un montant de 50 000€. Les jeunes parlementaires ont notamment promu des actions visant la promotion de l'égalité femme-homme et la lutte contre toutes formes de stéréotypes. Lors de cette mandature, les jeunes se sont également investis autour des enjeux sur le développement durable, la citoyenneté et les conditions de vie des jeunes sur notre territoire.

L.M.

Rising Sud : la confiance revient au goût du jour

Le retour à une meilleure fortune économique après un choc sans précédent passe par un modèle innovant, 'décarboné' et relocalisé. Selon l'agence de développement économique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, nos entreprises ont pris le chemin d'une telle transformation pour une reprise qui s'annonce rapide et durable.

De nombreuses start-up résistent très bien à la crise. Bien plus, leurs modèles économiques et les solutions qu'elles proposent sont parfaitement compatibles avec l'accélération - sans précédent - de la numérisation de toute activité.

Depuis 2020, cette évolution est fortement induite - ou soutenue - par la gestion sanitaire de la pandémie excluant au maximum les contacts humains. Ces jeunes pousses recrutent donc à tour de bras : un CDI sur dix était signé dans une start-up, soit plus de 25 000 contrats en 2020. (Source : France Digitale).

Les 120 start-up françaises sélectionnées chaque année pour faire partie d'un programme d'accompagnement de l'Etat pour devenir « des leaders technologiques au plan mondial » prévoient de créer, partout dans notre pays, plus de 10 000 emplois en 2021. Au premier semestre 2021, notre région est la première (hors Ile-de-France) pour les levées de fonds des start-up du numérique avec 82M€.

Ecrit par le 23 novembre 2024

Un milliard de crédit, cinq grands chantiers régionaux

Porteuses d'une croissance goulue, ces entreprises innovantes sont bien présentes dans notre région qui cherche à multiplier leur nombre.

C'est le rôle de [Rising Sud](#), l'agence de développement économique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (42 collaborateurs). Réunissant autour du Conseil régional la Chambre de commerce et d'industrie régionale, la Banque des territoires et BPI France lors de sa création, l'agence vient largement d'ouvrir (janvier 2021) sa gouvernance à une quarantaine de membres. Ces nouveaux adhérents - collectivités territoriales et EPCI, entreprises, pôle de compétitivité, universités, ports et aéroports - ont été appelés à la rescousse pour « faire front face à la crise économique » et permettre une meilleure représentation des territoires.

Bernard Kleynhoff, le président de Rising Sud, précise doctement : « notre rôle est d'accélérer les entreprises et de faire grandir les territoires ». Cette vocation s'inscrit aujourd'hui dans le plan de reconquête du Conseil régional voté en octobre 2020, doté d'un milliard de crédits, articulé autour de cinq grands chantiers : renforcer les capacités d'investissement et d'innovation des entreprises ; préparer les transitions numériques, environnementale et industrielles ; engager la reconquête industrielle ; renforcer l'attractivité de notre région et accompagner nos entreprises sur de nouveaux marchés extérieurs.

« Notre rôle est d'accélérer les entreprises et de faire grandir les territoires. »

Bernard Kleynhoff, président de Rising Sud.

L'attractivité du territoire a été préservée

Vaste programme s'amorçant dans une situation de redémarrage cahotante. « La première chose dont il faut s'occuper, c'est du mur de la dette auquel les entreprises sont confrontées avec les remboursements des Prêts garantis par l'Etat (PGE), des crédits bancaires et des charges qui ont fait l'objet de reports », pointe Bernard Kleynhoff. « Nous avons mobilisé 64M€ pour renforcer les fonds propres de certaines d'entre elles afin qu'elles puissent continuer à emprunter normalement pour relancer sans difficultés leur activité. Sur la question des marchés extérieurs où l'on va moins vite et moins loin aujourd'hui, nous avons rajouté des financements pour conserver une présence au travers des volontaires internationaux et repartir, dès qu'il sera possible de se déplacer au-delà de nos frontières. Enfin, l'attractivité de nos territoires semble dès à présent au rendez-vous de la croissance avec cinq beaux projets d'investissements étrangers dont trois dans le Vaucluse, plutôt orientés vers l'agroalimentaire avec un nombre important d'emplois à la clé ».

Sortir de la crise économique au plus vite n'est donc pas une lubie. C'est ainsi qu'après une année record en 2019, notre région retrouve pour l'année 2020 un bilan comparable à celui de 2018, soit 77 projets d'investissements internationaux ayant vu le jour pour près de 2 000 emplois créés ou maintenus.

Les beaux fleurons locaux poursuivent aussi leur chemin, tel Claranor ayant confié à GSE - tous deux avignonnais - la construction de son nouveau siège, livrable en novembre prochain. Le nouveau bâtiment

Ecrit par le 23 novembre 2024

(3M€) composé de béton bas carbone, d'une ossature en bois, d'isolants 'bio-sourcés' permettra de produire de l'électricité pour recharger les véhicules des collaborateurs. Un exemple vertueux et local, associant une PME à fort taux de R&D intervenant sur le marché mondial de la stérilisation d'emballage avec une technologie innovante de lumière pulsée et un groupe, lui aussi international, spécialiste des projets d'immobilier d'entreprise.

Une reprise durable qui passe par la reconquête industrielle

Pas d'attentisme du côté des start-up, donc. « Ils ne sont pas tous des Elon Musk, tout ne marche pas à merveille », modère le président de la commission économie, industrie, innovation, nouvelles technologies et numérique du Conseil régional ; « mais enfin, nous essayons de faire en sorte que des entreprises à haut potentiel puissent réussir leur second tour de table et devenir des projets d'avenir solides. Notre accélérateur fonctionne bien, il a même été le premier à être utile pour construire celui de BPI France ».

Les politiques publiques en la matière portent leurs fruits dans la corbeille de l'après-crise. Dans la liste des futures pépites susceptibles d'être valorisées à plus d'un milliard de dollars, la France arrive même en deuxième position avec 21 start-up, derrière le Royaume-Uni (24) et devant l'Allemagne (15), selon Vivatech, l'événement 'tech' européen dédié à l'innovation et aux start-up.

Toute médaille a son revers. Les jeunes diplômés, notamment ceux des écoles supérieures, ont une vision mondialisée de l'économie réduite aux grandes villes, aux grands groupes et aux start-up. La difficulté de recrutement est si criante que le gouvernement a mis en place fin 2019 un système de « [volontariat territorial en entreprise](#) » pour nourrir l'encadrement des entreprises avec de jeunes talents au contact de la vie d'une petite entreprise et d'une région. La notre a investi au cours des trois dernières années, 1,5 milliards sur ses filières « stratégiques » au travers des [opérations d'intérêt régional](#). Elle vient aussi de recevoir des mains du Comité européen des régions, un prix l'identifiant comme « un phare de la reprise durable » et un territoire ayant, à l'échelle du continent, démontré « une capacité remarquable pour réorienter son développement économique depuis un an ».

Le vent tourne

Ancien chef de cabinet de Christine Lagarde au ministère de l'industrie, Bernard Kleynhoff estime que le vent tourne. La perception change, un avenir devient possible même si l'Etat continue d'alimenter - en dépit des efforts du [plan de relance](#) - le mouvement de destruction d'un outil industriel national qui a ployé, petit à petit, sous les charges sociales, les impôts sur les sociétés, les impôts de production et bientôt sous le crime 'd'écocide'.

« Les gens se rendent compte que notre vieille Europe, tant décriée, n'est pas si mauvaise que ça. Son industrie est vigilante, plus sûre que bien d'autres, ses produits sont de bonne qualité, ses conditions de travail meilleures qu'on le dit encore parfois. Le jour n'est peut-être pas si loin où l'opinion qui s' imagine encore, par exemple, qu'EDF est un vendeur d'électricité parmi tant d'autres, est en réalité le très grand industriel reconnu comme tel de par le monde. Par conséquent, cette crise peut créer une prise de conscience sur les circuits courts, cette fois au bénéfice des PME et industriels des régions et se traduire par une croissance et une compétitivité bien plus forte à l'avenir qu'on pourrait s'y attendre ».

Une chose est sûre, le nombre de contrats d'apprentissage est passé entre 2015 et 2019 de moins de 27 000 à plus de 35 000 dans notre région. Il y a donc assez d'éléments favorables - attractivité et

Écrit par le 23 novembre 2024

investissements dans des projets d'avenir maintenus ou en cours de développement, changement de regard sur l'industrie - pour engager une transformation de modèle économique.

Le nouveau lycée de Châteaurenard s'appelle désormais Jean d'Ormesson

Opérationnel depuis la rentrée de septembre 2019, le nouveau lycée de Châteaurenard vient d'être baptisé 'Lycée Jean d'Ormesson'. Un choix réalisé par les élèves de cet établissement d'enseignement général et technologique d'une capacité de 910 places construit par le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant de 32,8M€ sur un terrain de 6 hectares mis à disposition par la Communauté d'agglomération Terre de Provence.

Outre l'hommage à l'écrivain et philosophe français décédé en décembre 2017 en baptisant le lieu de son nom, les élèves ont également souhaité présenter une exposition à travers différentes thématiques retraçant les temps forts de la vie de Jean d'Ormesson. Ils ont ainsi choisi des phrases de l'auteur, à qui l'on doit une quarantaine d'ouvrages, présentés dans un parcours proposé au sein du lycée.

Une inauguration qui s'est notamment déroulée en présence d'Héloïse d'Ormesson, fille unique de l'académicien et ancien directeur du Figaro.

Tourisme : la Région et le Vaucluse préparent activement la saison estivale

Écrit par le 23 novembre 2024



Fortement attendue depuis 15 mois, la reprise de l'activité touristique pourrait être au rendez-vous d'une saison estivale bien préparée dans notre région et tout particulièrement dans le Vaucluse. Les premiers chiffres sont fort encourageants pour les professionnels qui auront de nombreux défis à relever pour la réouverture.

Ne pas accueillir tout le monde, tout le temps et dans n'importe quelles conditions. Telle est l'obsession du Comité régional de tourisme Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRT) qui a annoncé un plan de relance pour « réussir le cœur de saison 2021 et notre été indien ». Renaud Muselier a donc dévoilé le 19 avril autour de la campagne de communication régionale 'On a tous besoin du sud', la remise en route « d'activités foudroyées, supposant trois conditions : une liberté de se déplacer, de se rassembler et un sentiment de sécurité. Les trois ont été balayés au cours de ces 15 derniers mois. Mais l'adieu aux barquettes tendues au travers d'hygiaphones par les restaurateurs est désormais programmé, selon un calendrier précis pour « ramener le sourire et la joie de vivre » :

- Lancement de la campagne de communication depuis le 2 mai, avec 180 écrans TV sur France Télévisions aux heures de grande écoute et 370 messages radio sur Europe 1 et NRJ jusqu'à fin mai.

Ecrit par le 23 novembre 2024

- Le 19 mai, les restaurateurs de notre région seront prêts pour rouvrir les terrasses, nos commerçants prêts à ouvrir leurs commerces et le monde de la culture prêt pour ouvrir cinémas, musées et théâtres.
- Le 9 juin, l'ouverture des stades, salles de café et de restaurants, comme des salons et foires d'exposition.
- Le 30 juin, fin des jauges et du couvre feu.
- Le 1^{er} juillet devrait avoir lieu la deuxième édition de la 'Fête des Terrasses', avec 7 000 professionnels engagés sur l'ensemble de la région.

Preuve de cette impatience le redémarrage de l'activité touristique lors du dernier week-end de l'Ascension. D'autant que la SnCF a donné un gros coup de pouce : les vacanciers qui ont pris une place avant la mi-mai ont bénéficié d'un des 5 millions de billets à 39€ mis sur le marché par le transporteur ferroviaire.

Les réservations de séjour devraient donc progresser de façon significative à partir de maintenant. Elles accusaient encore en avril un retrait de 60% par rapport à 2019, mais - dans le même temps - une hausse de près de 40% par rapport à l'année dernière.

Cap au Sud : sommes-nous prêts ?

Comme en 2020, les vacances des français dans l'hexagone vont sauver la saison touristique - compte tenu des difficultés de passage aux frontières - et probablement hausser la fréquentation de notre région. Nos compatriotes répondront-ils présent ?

« D'après le dernier baromètre d'Atout France et de l'Office du tourisme et des congrès de Paris, la région Sud arrive en tête des intentions des Français pour un séjour prévu en France dans les 6 prochains mois avec 27% des intentions », observe Cathy Fermanian, directrice générale de Vaucluse Provence attractivité (VPA). En tête de toutes les régions, la nôtre devance l'Occitanie de cinq points et l'Auvergne-Rhône-Alpes de près de 10. Toutes les conditions sont par ailleurs réunies pour que la demande se manifeste très rapidement : près d'un Français sur deux ayant prévu un séjour de loisir envisage de partir dès le printemps. Le grand air du littoral capte 56% des intentions de destination de vacances, celui de la campagne (31%), l'espace urbain étant balayé à la dernière place (27%)*.

« Les professionnels savent adapter et élargir leur offre. »

Principal point positif, le secteur touristique qui avait essuyé une perte de 10 milliards dans le cadre de la crise sanitaire - soit la moitié de ses recettes - avait néanmoins réussi jusque là à étendre sa fréquentation : deux milliards de consommation au cours de la dernière décennie ont été gagnés en bordure de la saison estivale - au printemps et en automne. - indiquait le président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les professionnels savent adapter et élargir leur offre. « Mais il faut être très prudent, car la saison sera bien naturellement conditionnée à l'évolution de la situation sanitaire tant

Écrit par le 23 novembre 2024

sur le plan national qu'international, à l'ouverture des frontières et à la levée des restrictions et bien sûr, au déroulement de l'arrière-saison. L'année dernière, l'activité touristique avait été brutalement stoppée fin août, suite à une dégradation de la situation, amputant la saison de mois tels que septembre et octobre encore très fréquentés en Vaucluse », se souvient Cathy Fermanian.

Réservation de dernière minute

Adeptes de la réservation de dernière minute, la clientèle française va compliquer la gestion du personnel, de la trésorerie, de la tarification ou de la répartition des flux dans un contexte d'incertitude total lié au « stop and go » sanitaire. Sur ce point précis, les professionnels ont un pari difficile à faire pour la réouverture qui signifie l'arrêt des aides.

Ils disposent de délais courts pour recruter assez de personnels formés et pour remplir rapidement des établissements obligatoirement rentables. Ce n'est pas tout : il faudra séduire aussi des vacanciers, prédisposés aux séjours de proximité et de courte durée souvent guidés par des choix de dernière minute et l'appel de la nature. La petite musique environnementale, l'envie de solidarité avec les producteurs locaux appuie sur la trace de ce nouveau sillon. « La faillite de Thomas Cook fin 2019, les mouvements dits de type Greta avec la diabolisation des voyages en avion, les mouvements locaux de rejet (...) du tourisme peu encadré et démultiplié par l'effet Instagram [ont fait émerger] des besoins de retour à l'authentique, à l'expérience, au vrai », constate, en prenant du recul, Renaud Muselier.

La polémique de la 'sur fréquentation'

Dans quelle mesure cette tendance peut-elle gêner efforts de promotion ? Autrement dit, à quoi sert-il, de continuer créer des labels, afin de garantir une qualité de territoire et attirer des visiteurs supplémentaires si, in fine, nous leur disons, prenez votre argent et allez (vous faire) voir ailleurs comme le font déjà certains ?

Prenons l'exemple du tout nouveau Parc naturel régional du Mont-Ventoux. Il ne dispose pas de pouvoir réglementaire. Il n'a pas de 'compétence' comme la gestion des routes ou des déchets, ni de pouvoir de police et ne peut donc pas dresser de contravention. Son action - comme celle des autorités touristiques - relève prioritairement de l'information, de l'animation et de la sensibilisation à la richesse patrimoniale de son territoire.

« Le choix d'un tourisme apaisé en Vaucluse. »

« Dans notre département, nous avons choisi de faire la part belle à un tourisme apaisé, de découverte et de qualité de vie, notamment avec le vélo, les randos ou l'œnotourisme », abonde Pierre Gonzalvez, vice-président du Conseil départemental en charge du tourisme et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. « Nous ne pouvons pas, comme aux Etats-Unis gérer de grands parcs très réglementés dont l'accès est payant. Nous travaillons sur de petits territoires présentant une grande diversité d'offre et de centres d'intérêt, parfois sur à peine quelques kilomètres. Les gens viennent et ils sont là en un saut de puce. Nos lieux de vie deviennent alors des lieux d'animation marqués par ses conflits d'usage, ses riverains exaspérés et des sites pris d'assaut, comme les rivières et le Colorado provençal », décrit l'élu. « Mais la confiance

Écrit par le 23 novembre 2024

reste toujours plus porteuse que la retenue et nous souhaitons de tout cœur que nos professionnels puissent travailler librement et trouver la main d'œuvre nécessaire pour réussir la reprise. »

Décision 'idéologique'

Une remarque qui fait écho aux déclarations de la mairie de Marseille. Elle a choisi d'annoncer l'arrêt de la promotion touristique de la ville - l'une des plus pauvres de France - au motif d'une « sur-fréquentation » au moment du lancement de la campagne « On a tous besoin du Sud ». Voilà que Marseille se prend pour Barcelone en mettant en avant l'envahissement de ses célèbres Calanques en 2020. « Rien à voir avec les touristes. Ce sont à 90% des marseillais qui n'avaient guère d'endroits où aller qui y ont passé l'été », explique un professionnel regrettant la décision 'idéologique' de la nouvelle mandature.

« Je trouve que cette notion de sur fréquentation n'est pas adaptée à notre territoire qui connaît, c'est vrai, quelques points de forte tension qu'il ne s'agit pas de monter en épingle pour en faire une généralité. Les gens ont besoin de liberté, veulent revoir leurs proches sans qu'on leur rappelle sans cesse ce qu'ils font d'eux-mêmes pour se préserver », juge François De Canson, président du CRT. « Nous les aidons en déployant une expérimentation unique au monde menée avec le site leader de la navigation (Waze) qui propose aux visiteurs des circuits ou horaires alternatifs en cas de pic de fréquentation de certains sites sensibles ».

Il faudra, sans doute, à l'avenir s'appuyer sur les pouvoirs de connaissance et d'information pour développer le tourisme et modérer les usages que les visiteurs font du territoire pour qu'il reste attractif et profitable à tous.

Euphémisme pour dire que les alpinistes en tong ont encore trop de rejetons. Il n'était pas rare de les voir en 2020 franchir la porte d'une bergerie en s'étonnant d'y trouver un berger en été, dont l'activité pastorale a pourtant donné son nom au domicile qu'il occupait jusque là sans trouble à l'ordre public.

Les atouts numériques vaclusiens

Le numérique et les 'réseaux sociaux' sont un des points forts de la promotion touristique vaclusienne. « Nous travaillons cette année avec Webedia, Hotel.com et Voyage privé pour mettre en avant notre département », explique Pierre Gonzalvez. L'année dernière, la campagne de publicité régionale avait généré un million d'affichages suivi de 9 000 clics. Déclinée au plan vaclusien grâce aux actions complémentaires de VPA, ce sont 2,2 millions d'affichages, vues et impression qui amènent près de 50 000 clics.

Voici quelques chiffres pour les campagnes terminées de ce début d'année (sites d'actualités) :

- Suisse : 185 961 affichages et un taux de clic de 2,01%
- Belgique : 199 301 affichages et taux de clic de 1,77%

Les performances sont comprises habituellement entre 0,8% et 1,2%.

Rappelons que les Belges sont la première clientèle étrangère du Vaucluse (20%), suivi des Allemands (15%) - clientèle divisée des deux-tiers en 2020 - des Pays-Bas (11%) et de l'Espagne (10%).

**Enquête réalisée entre le 12 et le 18 mars 2021 et effectuée auprès de voyageurs Français ayant réalisé*

Écrit par le 23 novembre 2024

au moins un séjour de loisir en hébergement marchand en France au cours des deux dernières années.



Les réservations de séjour devraient donc progresser de façon significative à partir de maintenant. Elles accusaient encore en avril un retrait de 60% par rapport à 2019, mais - dans le même temps - une hausse de près de 40% par rapport à l'année dernière. © Calmodovar

Vaucluse : Tout ce que l'Europe fait pour le département

Si l'union européenne semble être une entité aussi abstraite qu'éloignée, dans la réalité ses financements interviennent dans le quotidien des Vauclusiens. Des actes concrets que tient à

Ecrit par le 23 novembre 2024

souligner le Département, dont le 9 mai consacrait 'La journée de l'Europe'.

La gestion des fonds européens s'effectue par programmes d'une durée de sept ans. La période 2014-2020 prend fin et a permis de financer des projets structurants pour les Vauclusiens. Ainsi, chaque année, le Conseil départemental de Vaucluse sollicite en moyenne 3M€ de subventions auprès de l'Union Européenne par l'intermédiaire de ses deux principaux fonds, le Fonds Européen de Développement Régional (Feder) et le Fonds Social Européen (FSE). Objectif ? Trouver des leviers financiers supplémentaires pour des projets d'aménagement du territoire, développer des actions de soutien à l'emploi et à l'insertion.

L'aménagement du territoire

En matière d'aménagement du territoire, le Département a sollicité le Feder qui vise à renforcer la cohésion économique et sociale des territoires à hauteur de 11M€ dont 6,2 ont d'ores et déjà été employés.

Des exemples

Concrètement l'extension du réseau départemental Très haut débit a mobilisé 5,3M€ et le réseau Wifi 1,7M€ pour déployer 172 bornes et permettre une connexion internet gratuite, sur les sites touristiques. C'est aussi le cas des véloroutes pour un montant de 3,2M€, toujours via le Feder. Dans le détail, l'aide européenne pour le véloroute ViaRhôna s'est monté à 1,408M€ ; pour l'Eurovélo 8 du Calavon, section Robion-Cavaillon le montant s'élève à 1M€ et 981 000€ pour le véloroute Via Venaissia, quant à la réhabilitation du sommet du Mont Ventoux, L'Europe aura déboursé 650 000€.

Une aide précieuse au Plan de relance

Enfin, via le Plan de relance Européen 2021-2023 la Région Sud aura pu toucher 117M€ à consommer d'ici 2023. Les appels à projets lancés concernent les mobilités douces et, à venir, la numérisation dans les collèges. Le Conseil départemental a également obtenu 1,5M€ de FSE supplémentaire à consommer d'ici le 31 décembre 2021 pour financer des actions en lien avec la crise sanitaire. Il est là question de co-financer les matériel de protection des agents et de l'acquisition de 30 000 masques à destination des collégiens vauclusiens lors de la rentrée 2020 ainsi que les ordinateurs de 8 000 élèves pour la rentrée 2021. La future programmation FSE 2021-2027 entre la Préfecture de Région et le Conseil départemental se déroulera cet été.

L'Etat aussi aide le Département

Concernant l'aide à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, le Conseil départemental gère directement des crédits du FSE que lui délègue l'Etat. Ces crédits 2014-2020 s'élèvent à 12M€. Les actions portées par le Département en ont consommé 7,5M€ et celles portées par d'autres structures 4,5M€.

Ecrit par le 23 novembre 2024

Le Comité européens des régions

Tous les deux ans, le Comité européen des régions (CdR) organise un sommet européen des régions et des villes. Ce sommet rassemble des représentants élus des collectivités locales et régionales pour débattre des principaux défis qui se posent pour l'Union Européenne. La Région Sud-Provence-Alpes-Côte-D'Azur a été sélectionnée pour accueillir le sommet européen des régions et villes en 2022 où 15 000 élus de l'Europe entière sont attendus. Cet événement s'inscrira au cœur de la présidence française de l'Union Européenne.

M.H.

Sérignan-du-Comtat, Renaud Muselier, président de la Région Sud soutient la filière amande

Le Président de la Région, Renaud Muselier a visité le verger de la Compagnie des Amandes à Sérignan-du-Comtat. Après avoir évoqué les enjeux liés à la nécessité d'un aménagement hydraulique pour la culture de l'amande dans le Nord Vaucluse, le président de la Région Sud a remis une plaque 'une [COP](#) (conférence des parties) d'avance' à Arnaud Montebourg en reconnaissance de son engagement pour le développement d'une agriculture locale et durable en Provence-Alpes-Côte d'Azur. En effet, ce dernier est le président fondateur de la [Compagnie des amandes](#).

Des amandiers

«Nous venons de le constater, témoigne Renaud Muselier, cette plantation à Sérignan est un bel exemple de projet réussi prouvant la nécessité de co-construire ensemble une politique agricole commune alliant la profession, les entreprises privés, les banques et l'institution publique. Depuis cinq ans, la politique régionale agricole s'articule autour de deux grands objectifs : Adapter notre agriculture aux changements climatiques et structurer les filières afin d'améliorer le bénéfice des exploitations.»

Soutenir l'agriculture

Pour cela, le budget agricole et hydraulique connaît une constante augmentation depuis 2015, avec le soutien des Départements, de la Région et du Feader (Fonds européen agricole pour le développement

Ecrit par le 23 novembre 2024

rural). Le budget de la Région Sud est ainsi passé de 28M€ en 2016 à 33,5M€ en 2021 (+18%) auquel s'ajoute un budget Feader de 56M€. Quant au plan amande il a bénéficié de 215 000€.

L'or bleu

Et pour développer la filière agricole, la Région Sud veut poursuivre le développement des infrastructures hydrauliques, notamment dans le Nord Vaucluse, avec l'aide de la Société du [Canal de Provence](#). «En 2021, la Région y consacre près de 14M€ dont 6M€ issus du Feader. Près de 685M€ sur les 10 prochaines années dans le cadre du second volet du Plan Climat seraient mobilisés afin de réaliser les travaux identifiés comme nécessaires dans le cadre du Programme Régional ProHydra 2028 (qui promeut des techniques d'irrigation moins consommatrices et de structures de stockage). Des études sont en cours afin d'assurer la faisabilité d'une maîtrise d'ouvrage du Haut de Provence Rhodanienne via une concession, ce qui permettrait d'assurer l'irrigation de 33 400 hectares de cultures en Vaucluse,» détaille Renaud Muselier.

La Chambre d'agriculture de Vaucluse

A l'issue de cette visite, Georgia Lambertin, Présidente de la [Chambre d'Agriculture de Vaucluse](#) a présenté au Président de Région les travaux du Domaine Expérimental de Piolenc. Financé par la Région à hauteur de 36 000€ et placé sous la direction de la Chambre Départementale d'Agriculture, le projet contribue à accompagner la transition vers une agriculture durable et résiliente face aux changements climatiques, particulièrement dans la pratique de la viticulture. Ce qui est étudié au domaine expérimental de Piolenc ? L'efficacité de l'ombrage, des filets paragrêles, du paillage, ou encore du désherbage thermique afin de préserver durablement les cultures face aux évolutions climatiques.

Ils étaient présents

La remise de la plaque 'Une Cop d'avance' à Arnaud Montebourg' par Renaud Muselier s'est produite en présence d'André Bernard, Président de la Chambre Régionale d'Agriculture et de Julien Merle, Maire de Sérignan-du-Comtat et Président de la Communauté de Communes Aygues-Ouvèze en Provence.

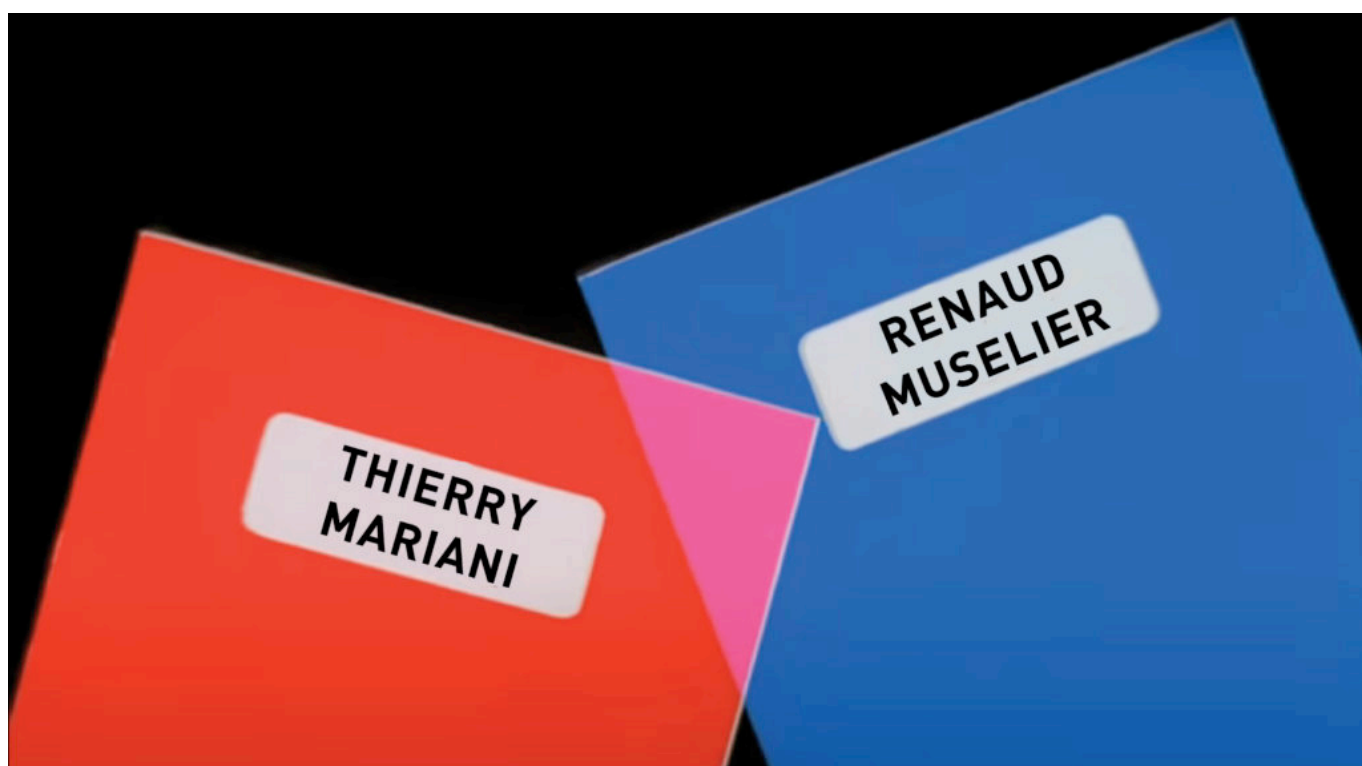
La consommation d'amande

La consommation d'amandes au niveau mondial a progressé de 700% depuis l'an 2 000. La France consomme 42 000 tonnes d'amandes chaque année alors qu'elle en produit à peine 1 000 et tandis que l'Europe en importe l'équivalent de 3 milliards.

Les chiffres de l'agriculture de la Région Sud

25 % de la superficie régionale est constituée de terres agricoles accueillant 38 500 emplois directs, 100 000 emplois indirects, 20 840 exploitations. 500 agriculteurs s'y installent chaque année. Le secteur réalise 3 milliards d'€ de chiffre d'affaires, 284 produits sont labélisés en France. La Région Sud est la 1re pour la culture bio et la 1re région mondiale pour la production de vin rosé.

‘Régionalement vôtre’ : de frères siamois à frères ennemis, le futur face à face Muselier-Mariani



Avec l'annonce de la candidature de Renaud Muselier aux prochaines élections régionales, le président sortant de Provence-Alpes-Côte d'Azur vient d'officialiser [son duel avec Thierry Mariani](#). Un face à face avec le candidat RN qui prend des allures de guerre fratricide tant la trajectoire des deux anciens jeunes RPR est opposée aujourd'hui.

Ils ont presque le même âge (9 mois d'écart, Thierry Mariani est né en août 58, Renaud Muselier en mai 1959) et ils ont biberonné ensemble au gaullisme. Thierry Mariani, plus jeune conseiller général de Vaucluse à 30 ans, Renaud Muselier membre du Conseil National du RPR dès 1987.

Ils ont cheminé ensemble pendant des décennies. Mariani maire de Valréas pendant 16 ans, président des Chorégies d'Orange pendant 20 ans, député, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ministre des Transports du gouvernement Fillon en 2010. Muselier, 1er adjoint de Jean-Claude Gaudin à

Ecrit par le 23 novembre 2024

la mairie de Marseille, conseiller général, député, vice-président du groupe RPR à l'Assemblée Nationale, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères dans le gouvernement Raffarin, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 2017 après le départ de Christian Estrosi.

Un rempart au FN avant de rejoindre le RN

Si Renaud Muselier est resté ancré dans le parti gaulliste, Thierry Mariani qui s'est -dit-il - « battu bec et ongles contre le maire frontiste Jacques Bompard pendant des années », se présentant même comme « un rempart au FN » dans le Haut-Vaucluse autour d'Orange, a tourné casaque en 2019, rejoignant Marine Le Pen et décrochant un mandat de député européen du RN.

A deux mois de l'échéance des Régionales fin-juin, Thierry Mariani a annoncé sa candidature à la tête d'une liste RN, Renaud Muselier, lui, est à la manœuvre, jour et nuit, sans rien lâcher, au service de ses concitoyens, pendant la crise du coronavirus. Mais il a annoncé « tendre la main à toutes les compétences, à ouvrir les bras aux écologistes raisonnables, aux frontistes repentis et aux membres de la majorité gouvernementale » comme Sophie Cluzel, secrétaire d'Etat aux personnes handicapées, actuelle candidate la REM en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il ajoute : « L'important est d'additionner les talents. J'ai un bon bilan comme président de la région, et je souhaite continuer avec un bon programme, un 'PCR' (comme le désormais fameux test Covid) ' Programme - Compétence - République' pour la Région Sud ». Et ce « Bébé Chirac » comme il se définit lui-même et tacle au passage son futur adversaire aux Régionales : « A l'époque, on était côte à côte aux Jeunes RPR, Thierry Mariani était le meilleur candidat contre le Front National dans le Vaucluse, mais depuis, il connaît une dérive totalitaire, il est allé chez Saddam Hussein en Irak, chez Bachar el Assad en Syrie ».

Le FN déjà en tête en 2015

[Un sondage](#) donnerait Mariani devant Muselier (31% contre 29%). Et il faut se souvenir qu'en 2015, c'est Marion Maréchal Le Pen (FN), alors benjamine du Palais Bourbon à 22 ans, qui était arrivée en tête au 1er tour dans la région (40,6%), devant l'UMP Christian Estrosi (26,5%), 3^e le PS Christophe Castaner (16,6%) qui s'est retiré au soir du 1er tour... Dans le Vaucluse, la petite-fille du créateur du FN avait même recueilli 44,22% des suffrages devant le LR 'bleu lavande' Julien Aubert (17,94%). Au second tour, face à l'arc républicain, Christian Estrosi se retrouvait élu avec 54,78% des voix, Marion Maréchal battue avec 45,22% des suffrages et plus aucun élu socialiste à la région. Elle avait pourtant été de 1998 à 2015, pendant deux mandatures, présidée par Michel Vauzelle, l'ancien Garde des Sceaux de François Mitterrand...

La commission d'investiture LR doit se prononcer le 17 mai sur cet appel lancé à la REM. Renaud Muselier annonce avoir déjà en sa possession l'aval des présidents LR des 3 grandes Métropoles de la Région Sud (Martine Vassal / Marseille -Provence, Hubert Falco / Toulon et Eric Ciotti / Nice). Mais le député vauclusien Julien Aubert rejette cette possibilité et prévient qu'il renoncerait à être tête de liste dans le Vaucluse si cette alliance avec la majorité gouvernementale aboutissait.

Thierry Mariani a affirmé récemment « ne pas entamer une carrière de girouette à 60 ans ». Après avoir passé 40 ans au sein du parti gaulliste puis migré vers le RN, le 20 juin, pour le 1^{er} tour il va donc se retrouver face au petit-fils de l'Amiral Muselier, qui avait participé aux Forces Françaises Libres sous de Gaulle.

Renaud Muselier et Thierry Mariani se connaissent très bien depuis les années 1980. Ils ont

Écrit par le 23 novembre 2024

notamment occupé des postes à responsabilité au sein des Jeunes RPR où ils ont participé à l'organisation des premières journées d'été du mouvement qui s'étaient déroulées en 1983 à Avignon en présence de Jacques Chirac.

La Région veut accélérer le recrutement des jeunes



Le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de voter en assemblée plénière le déblocage de 2M€ afin d'encourager les entreprises à embaucher des jeunes en stage ou en emploi. Cette mesure vient compléter le Plan national '1 jeune, 1 solution' et s'ajoute au plan régional de reconquête pour l'emploi et

Ecrit par le 23 novembre 2024

la formation des jeunes déjà doté de 10M€ depuis octobre dernier.

L'objectif de ce dispositif est de faire face à une forte baisse d'offres de stages, d'apprentissages ou d'emplois, notamment des 'petits boulots' ou emplois saisonniers qui bénéficient bien souvent aux jeunes les plus précaires. En effet, avec les conséquences de la crise sanitaire sur l'économie (chute du PIB de 8,3% en 2020), le nombre d'embauche des moins de 26 ans en CDI et CDD de plus de 3 mois a baissé de 14,2% en 2020 par rapport à 2019.

Nos jeunes diplômés en 2020 et 2021 et qui arrivent ou vont arriver cette année sur le marché de l'emploi, font face à un marché difficile au regard de l'incertitude du contexte sanitaire et économique. La solution n'est pas de leur verser un revenu universel, mais de proposer, dès aujourd'hui, des solutions en termes de stages et d'emplois pour leur apporter des perspectives d'avenir.

« Nos jeunes sont dans une situation de précarité financière, alimentaire et de détresse psychologique », constate Renaud Muselier, président de la Région Sud.

Pas de génération sacrifiée

Concrètement, avec ces 2M€ supplémentaires la Région va financer 3 nouveaux outils :

- '500 jeunes en entreprise' doté de 1M€. Une aide forfaitaire de 2 000€ aux chefs d'entreprises qui emploient un jeune de moins de 26 ans en CDI ou en CDD de plus de 6 mois et à temps plein, à compter du 1er avril, et sorti du système scolaire ou d'une formation professionnelle en 2020 ou 2021.
- '500 jeunes en stage' doté de 500 000€. Une aide de 200€ par mois aux entreprises et associations qui embauchent des jeunes en stage de 2 à 6 mois rémunéré, à compter du 1er avril.
- '500 jeunes en job étudiant' doté de 500 000€. Une aide de 600 à 1 300€ à l'entreprise ou l'association qui emploie un étudiant boursier à compter du 1er avril pour un contrat de travail d'une durée minimum de 10h par mois.

Par ailleurs, 2 000 apprentis qui sont actuellement sans contrat en entreprise et ne voient pas leur année d'apprentissage validée : Ils bénéficieront en priorité d'une formation qualifiante professionnelle de la Région. « Nous ne voulons pas de génération sacrifiée en Provence-Alpes-Côte d'Azur, insiste Renaud Muselier. Il est de notre responsabilité de leur apporter des perspectives d'avenir. J'appelle donc toutes les entreprises et les acteurs économiques à s'engager à nos côtés pour l'emploi des jeunes. »